

# Avignon Ils veulent le retour à la semaine de 4 jours

Le Comité pour le retour à la semaine de 4 jours à Avignon, sur 36 semaines, avec la coupure du mercredi, soutenu par le SNUDI-FO, a organisé jeudi 22 mai une action de mobilisation devant l'Hôtel de Ville.

Le Dauphiné Libéré - 22 mai 2025 à 20:10 | mis à jour le 22 mai 2025 à 20:35 - Temps de lecture : 2 min



Une poignée d'enseignants étaient rassemblés devant l'Hôtel de Ville ce jeudi. Photo Le DL/M-F.A.

« En écho à la mobilisation nationale, nous ne voulons plus des 4,5 jours pour nos enfants et nos élèves. Nous refusons que les collectivités territoriales imposent un cadre à l'école publique. L'école doit garder un cadre national et une égalité de traitement sur tout le territoire. Chacun doit rester dans ses compétences. La Ville peut organiser des activités péri éducatives les mercredis et samedis », martèle Blaise Laurent, professeur des écoles et cosecrétaire départemental Force Ouvrière (FO), à la tête du Comité pour le retour à la semaine de 4 jours à Avignon. Créé en 2023, il rassemble des enseignants et des parents qui rejettent le système mis en place à la rentrée 2014. Depuis septembre 2023, leur pétition a recueilli plus de 2 300 signatures et continue.

Clara Bellecoste, enseignante à la maternelle Saint-Roch où peu d'enfants sont inscrits au périscolaire, relève une « fatigue accrue des enfants et un taux d'absentéisme important le mercredi matin, qui creuse l'écart entre les élèves. » « On brouille le temps de l'enfant en faisant se superposer scolaire et périscolaire dans un même lieu », ajoute Chantal Mocca, enseignante à Avignon.

Pour la Ville, la question est : le gouvernement va-t-il légiférer d'ici la rentrée ? Imposera-t-il le retour à la semaine de 4 jours ou laissera-t-il la liberté aux communes ? En ce cas, maintiendra-t-il le fonds de soutien au développement des activités périscolaires (FSDAP) ? 1462 communes, comme Avignon et Richerenches dans le Vaucluse, ont gardé des activités périscolaires depuis 2017. Soit un budget de 800 000 € pour la Ville d'Avignon et autant pour l'État. La Ville pourra-t-elle, seule, en supporter le coût ?

Certain que « le périscolaire apporte un plus aux enfants et aux familles », Claude Nahoum, premier adjoint délégué à l'éducation, rappelle : « gratuites et ouvertes à tous, les activités périscolaires ne sont pas obligatoires. Est-ce logique de vouloir tout supprimer alors qu'une majorité d'enfants en profitent (6 000 sur 9 000) ?